



# Élargissement de Henri-IV et soutien au prolongement de l'autoroute Félix-Leclerc

## Experts, usagers, jeunes et groupes environnementaux soulignent le manque de cohérence

Québec, le 28 août 2017 – Une coalition formée d'experts, de représentants de la jeunesse, d'utilisateurs du transport en commun et de groupes environnementaux souligne le manque de cohérence du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec, alors qu'on annonce l'élargissement de Henri IV et le soutien au projet de prolongement de l'autoroute Félix-Leclerc. La coalition demande un moratoire sur les projets d'élargissement ou de prolongation d'autoroutes d'ici à ce que le gouvernement du Québec ait adopté sa stratégie de mobilité durable pour laquelle il est présentement en consultation, et jusqu'à ce que la Ville de Québec ait adopté son projet de transport en commun structurant.

« On travaille à l'envers. On s'apprête à démarrer les pelles mécaniques alors que ni le gouvernement du Québec ni la Ville de Québec n'ont adopté leur vision pour la mobilité durable et sont encore en mode consultation. Nos gouvernements doivent d'abord prendre connaissance des résultats des consultations, puis faire des choix à long terme et adopter des visions d'ensemble avant de faire des mises en chantier. C'est une question de cohérence », résume Étienne Grandmont, directeur général de Accès transports viables.

« Un dollar investi dans les transports collectifs rapporte 2,5 fois plus d'emplois et 2,7 fois plus de retombées économiques au Québec qu'un dollar consacré à l'élargissement du réseau routier », a affirmé Karel Mayrand, directeur général pour le Québec à la Fondation David Suzuki. « En raison de l'augmentation de l'offre routière et de l'étalement urbain, il s'ajoute en moyenne 80 000 véhicules par année sur nos routes. Ce phénomène nous appauvrit collectivement puisque le couple pétrole-automobile représente la quasi-totalité du déficit commercial du Québec en plus de contribuer à l'endettement des ménages. Mettons notre argent là où il rapporte, pas là où il nous appauvrit », a-t-il conclu.

Rappelons que TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) ont aussi appelé le gouvernement du Québec à suspendre le

[info@vivreenville.org](mailto:info@vivreenville.org) | [www.vivreenville.org](http://www.vivreenville.org) | [twitter.com/vivreenville](https://twitter.com/vivreenville) | [facebook.com/vivreenville](https://facebook.com/vivreenville)

### ■ QUÉBEC

CENTRE CULTURE ET ENVIRONNEMENT  
FRÉDÉRIC BACK  
870, avenue De Salaberry, bureau 311  
Québec (Québec) G1R 2T9  
T. 418.522.0011

### ■ MONTRÉAL

MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
50, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 480  
Montréal (Québec) H2X 3V4  
T. 514.394.1125

### ■ GATINEAU

MAISON AUBRY  
177, Promenade du Portage, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) J8X 2K4  
T. 819.205.2053



VIVRE EN VILLE

la voie des collectivités viables

développement de grandes infrastructures routières pour plutôt investir dans le transport collectif [1].

La coalition regroupe de Accès transports viables, le Conseil régional de l'environnement de la Capitale nationale, Équiterre, la Fondation David Suzuki, Les jeunes de Québec pour la mobilité durable, Transport 2000 et Vivre en Ville.

-30-

Source :

Marie-Eve Roy  
COPTICOM  
418.255.1052  
mroy@copticom.ca

[1] [http://www.fccq.ca/salle-de-presse-communiques-2011\\_Crise-des-infrastructures-de-transport.php](http://www.fccq.ca/salle-de-presse-communiques-2011_Crise-des-infrastructures-de-transport.php)